
**Council for Trade-Related Aspects of
Intellectual Property Rights**

Original: French/
français/
francés

**MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY LAWS AND REGULATIONS
NOTIFIED UNDER ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT**

SWITZERLAND

The present document reproduces the text¹ of the following laws and regulations, as notified by Switzerland under Article 63.2 of the Agreement (see document IP/N/1/CHE/2):

	<u>Page</u>
- Regulation on the Fees Charged by the Federal Institute for Intellectual Property (consolidated version, status as at 2 October 2001).	2
- Amendments of 13 November 2001 to the Regulation.	12

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

**PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NOTIFIÉES AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD**

SUISSE

Le présent document contient les textes¹ des lois et réglementations ci-après, notifiés par la Suisse au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/CHE/2):

	<u>Page</u>
- Règlement sur les taxes de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (version consolidée, état au 2 octobre 2001).	2
- Modifications du 13 novembre 2001 au Règlement.	12

**Consejo de los Aspectos de los Derechos de Propiedad
Intellectual relacionados con el Comercio**

**PRINCIPALES LEYES Y REGLAMENTOS DEDICADOS A LA PROPIEDAD
INTELLECTUAL NOTIFICADOS EN VIRTUD DEL PÁRRAFO 2 DEL
ARTÍCULO 63 DEL ACUERDO**

SUIZA

En el presente documento se reproduce el texto¹ de las siguientes leyes y reglamentos que Suiza notificó de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 63 del Acuerdo (véase el documento IP/N/1/CHE/2):

	<u>Página</u>
- Reglamento sobre las tasas percibidas por el Instituto Federal de la Propiedad Intelectual (versión refundida al 2 de octubre de 2001).	2
- Modificaciones al Reglamento, de 13 de noviembre de 2001.	12

¹ In English only./En anglais seulement./En inglés solamente.

**Règlement
sur les taxes de l'Institut Fédéral de la Propriété
Intellectuelle
(IPI-RT)**

232.148

du 28 avril 1997 (Etat le 2 octobre 2001)

Approuvé par le Conseil fédéral le 17 septembre 1997

L'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle,
vu l'art. 13 de la loi fédérale du 24 mars 1995 ¹
sur le statut et les tâches de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (LIPI),
arrête:

Art. 1 Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux taxes que l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (l'Institut) perçoit pour ses activités relevant de la souveraineté de l'Etat; les conventions internationales applicables sont réservées.

Art. 2 Montant des taxes

1 Les taxes que l'Institut perçoit en vertu de la LIPI, de la loi du 9 octobre 1992 ² sur les topographies, de la loi du 28 août 1992 ³ sur la protection des marques, de la loi fédérale du 30 mars 1900 ⁴ sur les dessins et modèles industriels, de la loi du 25 juin 1954 ⁵ sur les brevets et en vertu des ordonnances s'y rapportant, figurent en annexe.

2 En cas de demande particulière, l'Institut peut exiger une compensation, qu'il fixe en fonction du temps de travail effectif et des frais encourus.

Art. 3 Paiement

1 Les taxes doivent être payées au plus tard à la date indiquée par l'Institut.

2 Les dispositions de la loi du 9 octobre 1992 ⁶ sur les topographies, de la loi du 28 août 1992 ⁷ sur la protection des marques, de la loi fédérale du 30 mars 1900 ⁸ sur les dessins et modèles industriels, de la loi fédérale du 25 juin 1954 ⁹ sur les brevets et des ordonnances s'y rapportant sont réservées.

RO 1997 2173

¹ RS 172.010.31

² RS 231.2

³ RS 232.11

⁴ RS 232.12

⁵ RS 232.14

⁶ RS 231.2

⁷ RS 232.11

⁸ RS 232.12

⁹ RS 232.14

Art. 4 Modes de paiement

Les taxes doivent être payées en francs suisses:

- a. en débitant un compte courant ouvert auprès de l'Institut;
- b. par tout autre mode de paiement autorisé par l'Institut.

Art. 5 Données concernant le paiement

1 Tout paiement doit mentionner le nom de la personne qui l'effectue et les données permettant d'identifier l'objet du paiement.

2 Si ces données font défaut, l'Institut invite la personne qui a effectué le paiement à lui communiquer par écrit l'objet du paiement. Si, à la date indiquée par l'Institut, cette personne n'a pas donné suite à l'invitation, le paiement est réputé non effectué. L'art. 8 est réservé.

Art. 6 Date et validité du paiement

1 Le paiement est réputé effectué lorsqu'il est inscrit au crédit d'un compte de l'Institut.

2 En cas d'inscription d'un paiement après la date indiquée par l'Institut, est néanmoins réputée date de paiement la date antérieure qui est attestée par le timbre d'un bureau de poste suisse apposé sur le bulletin de versement, sur l'avis de virement ou sur le mandat, ou par toute autre preuve équivalente fournie par un bureau de poste suisse.

3 Le 2^e alinéa n'est pas applicable lorsqu'un ordre de paiement porte une date de valeur postérieure à la date indiquée par l'Institut (art. 3).

4 Le paiement au moyen d'un chèque n'est valable que si celui-ci est honoré par la banque sur laquelle il est tiré.

Art. 6a¹⁰ Paiement par carte de crédit

1 En cas de paiement par carte de crédit, le paiement est réputé effectué à la réception par l'Institut de l'autorisation de débiter. Le paiement est valable uniquement si le montant, déduction faite de la commission perçue par la société émettrice de la carte de crédit, est inscrit au crédit d'un compte de l'Institut.

2 Si l'Institut est obligé, suite à une réclamation de la personne titulaire de la carte, de rembourser tout ou partie de la taxe à la société émettrice de la carte de crédit, le paiement est réputé non effectué. Si l'Institut accorde au débiteur un nouveau délai pour procéder au paiement de la taxe, il peut demander une taxe particulière pour travaux administratifs; cette dernière s'élèvera à 10 % du montant dû, mais à 50 francs au moins.

Art. 7 Paiement effectué à temps

1 Si la totalité de la taxe n'a pas été payée à la date indiquée par l'Institut, le paiement est réputé non effectué. L'art. 8 est réservé.

2 Il incombe au débiteur de prouver que le paiement a été effectué à temps.

3 Si l'avoir en compte est insuffisant le jour où le compte est débité, le paiement est néanmoins réputé effectué si le montant total était couvert le jour du paiement et si la somme manquante a été versée au plus tard à la date indiquée par l'Institut.

¹⁰ Introduit par le ch. I de l'O de l'IPI du 22 mai 2001, approuvée par le CF le 5 sept. 2001 et en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2002 (RO 2001 2385).

Art. 8 Restitution

S'il est amené à restituer un montant non dû ou un montant incomplet, l'Institut peut imputer à ce montant une taxe pour travaux administratifs; cette taxe se montera à 10 % du montant à restituer, mais à 50 francs au moins.

Art. 8a¹¹ Réduction des taxes pour les communications par la voie électronique

1 Lorsque les communications sont effectuées par la voie électronique, l'Institut peut accorder une réduction des taxes.

2 La réduction ne dépassera pas 20 % de la taxe due initialement et ne sera en aucun cas supérieure à 100 francs.

Art. 9 Dispositions transitoires

1 Le montant et les modalités de paiement des taxes dues en raison d'un événement qui s'est produit avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont réglés par l'ancien droit.

2 Pour les taxes payées selon l'ancien droit au lieu du nouveau droit dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, le délai de paiement est réputé observé si le solde à payer a été versé au plus tard à la date indiquée par l'Institut.

3 Aucune taxe d'examen au sens de l'art. 61a de l'ordonnance du 19 octobre 1977¹² sur les brevets (OBI) n'est due pour les demandes de brevets déposées avant l'entrée en vigueur de la modification du 25 octobre 1995¹³ de ladite ordonnance. L'art. 71, al. 3, OBI, n'est pas applicable.

Art. 10 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

¹¹ Introduit par le ch. I de l'O de l'IPI du 15 mai 1999, approuvée par le CF le 11 août 1999 et en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2000 (RO **1999** 2632).

¹² RS **232.141**

¹³ RO **1995** 5164. Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janv. 1996.

Annexe ¹⁴
(art. 2, al. 1)

I. Taxes perçues en matière de marques

Article		Objet	Fr.
Art. 28, al. 3	LPM ¹⁵	Taxe de dépôt	700.–
Art. 18, al. 1	OPM ¹⁶		
Art. 18, al. 2	OPM	Taxe de classe	100.–
Art. 18a	OPM	Taxe pour procédure d'examen accélérée	400.–
Art. 43	LPM	Taxe d'approbation en cas de modification du règlement	100.–
Art. 31, al. 2	LPM	Taxe d'opposition	800.–
Art. 10, al. 2	LPM	Taxe de prolongation	700.–
Art. 26, al. 4	OPM		
Art. 26, al. 5	OPM	– surtaxe de prolongation	200.–
Art. 33	OPM	Taxe d'enregistrement d'un transfert ou d'une licence	100.–
		– par marque supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 33	OPM	Taxe d'enregistrement de toute autre modification	100.–
		– par marque supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 33	OPM	Taxe d'enregistrement d'un changement de mandataire	100.–
		– par marque supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 33	OPM	Taxe de rectification d'un enregistrement	100.–
		– par marque supplémentaire du même titulaire si la même rectification est demandée en même temps	50.–

¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. II de l'O de l'IPI du 15 mai 1999, approuvée par le CF le 11 août 1999 (RO **1999** 2632). Mise à jour selon le ch. II de l'O de l'IPI du 22 mai 2001, approuvée par le CF le 5 sept. 2001 et en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2002 (RO **2001** 2385).

¹⁵ RS **232.11**

¹⁶ RS **232.111**

Article		Objet	Fr.
Art. 35	OPM	Taxe de radiation partielle d'un enregistrement (limitation de la liste des produits et services) par marque	100.–
Art. 26, al. 2	PA ¹⁷	Taxe de consultation du dossier des demandes traitées	10.–
		– par marque dont le dossier est consulté	
		– montant minimum	100.–
Art. 41, al. 1	OPM	Taxe de consultation du registre	10.–
		– par marque	
		– montant minimum	100.–
Art. 38, al. 1	OPM	Taxe de renseignement sur les demandes d'enregistrement et le contenu du registre	
Art. 41, al. 2	OPM	– par demande ou marque faisant l'objet d'une demande de renseignement	10.–
		– montant minimum	100.–
		– renseignements par téléphone, la minute	2.–
Art. 41, al. 2	OPM	Taxe pour les extraits du registre	
		– pour chaque droit de protection pour lequel un extrait est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même extrait faisant l'objet de la même demande	10.–
Art. 41a	OPM	Taxe d'établissement d'un document de priorité	100.–
		– pour chaque droit de protection pour lequel un document de priorité est demandé	
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même document faisant l'objet de la même demande	10.–
Art. 17a	OPM	Taxe de poursuite de la procédure	200.–
Art. 45, al. 2	LPM	Taxe nationale pour une demande	
Art. 47, al. 4	OPM	d'enregistrement international	400.–
Art. 45, al. 2	LPM	Taxe individuelle	
Art. 8, al. 7	PM ¹⁸	pour la désignation de la Suisse	
		– pour deux classes	600.–
		– pour chaque classe supplémentaire pour le renouvellement	50.–
		– pour deux classes	600.–
		– pour chaque classe supplémentaire	50.–

¹⁷ RS 172.021

¹⁸ RS 0.232.112.4

II. Taxes perçues en matière de dessins et modèles

Article		Objet	Fr.
Art. 10	LDMI ¹⁹	Taxe de dépôt	
Art. 15, al. 2, ch. 2	LDMI	– pour la première période de protection (1 ^{re} à 5 e année)	
Art. 1. ch.3	ODMI ²⁰	– pour un dessin ou modèle déposé isolément	
Art. 20 ^{bis}	ODMI	ou pour le premier dessin ou modèle d'un paquet	120.–
		– pour chaque dessin ou modèle supplémentaire contenu dans un paquet	80.–
		mais au maximum	520.–
Art. 11	LDMI	Taxe de prolongation de la protection	
Art. 8, al. 1	ODMI	– pour la deuxième (6 e à 10 e année) et	
Art. 20, al. 3	ODMI	la troisième période (11 e à 15 e année),	
Art. 21	ODMI	par période	
Art. 21 ^{bis}	ODMI	– pour un dessin ou modèle déposé isolément ou pour le premier dessin ou modèle d'un paquet	120.–
		– pour chaque dessin ou modèle supplémentaire contenu dans un paquet	80.–
		mais au maximum	520.–
Art. 13, al. 4	ODMI	Taxe d'enregistrement d'une modification concernant le droit à un dépôt de dessin ou de modèle, par dépôt	100.–
		– pour chaque dépôt supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 13, al. 5	ODMI	Taxe de changement de mandataire	
		– pour chaque dépôt supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	100.– 50.–
Art. 11, al. 2	LDMI	Taxe de rétablissement	
Art. 14, al. 7, let. b	ODMI	– d'une demande de dépôt, d'un dépôt ou d'une demande de prolongation de la protection rejetée pour non-observation d'un délai	200.–
Art. 21 bis	ODMI	– d'un dépôt tombé en déchéance faute de paiement à temps de la taxe due pour la prolongation de la protection	200.–
Art. 15, al. 2	ODMI	Taxe de déclaration ultérieure relative aux droits d'un ayant cause	100.–

¹⁹ RS 232.12

²⁰ RS 232.121

Article		Objet	Fr.
Art. 24, al. 1	ODMI	Taxe de renseignement	
		– par dépôt	10.–
		– montant minimum	100.–
		– renseignements par téléphone, la minute	2.–
Art. 24, al. 1	ODMI	Taxe pour les extraits du registre	
		– pour chaque droit de protection pour lequel un extrait est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même extrait faisant l’objet de la même demande	10.–
Art. 24, al. 1	ODMI	Taxe de consultation du dossier et des dépôts ouverts de dessins ou modèles	
		– par dépôt	10.–
		– montant minimum	100.–
Art. 24, al. 2	ODMI	Taxe d’établissement d’un document de priorité	
		– pour chaque droit de protection pour lequel un document de priorité est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même document faisant l’objet de la même demande	10.–

III. Taxes perçues en matière de brevets d’invention

Article		Objet	Fr.
Art. 138, al. 1, let. b	LBI ²¹	Taxe de dépôt	200.–
Art. 17a, al. 1, let. a	OBI ²²		
Art. 21, al. 3 ^{bis} , let. a	OBI		
Art. 47, let. b	OBI		
Art. 49, al. 1	OBI		
Art. 118, al. 1, let. a	OBI		
Art. 124, al. 1	OBI		
Art. 17a, al. 1, let. b	OBI	Taxe de revendication pour chaque revendication à partir de la onzième	
Art. 21, al. 3 ^{bis} , let. a	OBI		50.–

²¹ RS 232.14

²² RS 232.141

Article		Objet	Fr.
Art. 47, let. b	OBI		
Art. 49	OBI		
Art. 51, al. 4	OBI		
Art. 139, al. 2	LBI	Taxe de recherche	1200.–
Art. 17a, al. 2,			
let. a	OBI		
Art. 21, al. 3 ^{bis} ,			
let. b	OBI		
Art. 55, al. 1	OBI		
Art. 60, al. 1 et 3	OBI		
Art. 121	OBI		
Art. 125,			
al. 3 et 4	OBI		
Art. 17a, al. 2,		Taxe d'examen préalable	600.–
let. b	OBI		
Art. 21, al. 3 ^{bis} ,			
let. b	OBI		
Art. 61, al. 1	OBI		
Art. 17a, al. 1,		Taxe d'examen	500.–
let. c	OBI		
Art. 61a	OBI		
Art. 17a, al. 1,		Annuités	
let. e	OBI	de la 5 ^e année à compter du dépôt jusqu'à	
Art. 18, al. 1	OBI	la 20 ^e année à compter du dépôt,	
Art. 18a, al. 3	OBI	pour chaque année	420.–
Art. 18b	OBI		
Art. 18c	OBI		
Art. 18d	OBI		
Art. 18, al. 3	OBI		
Art. 18a, al. 3	OBI	– surtaxe	200.–
Art. 18c, al. 3	OBI		
Art. 19a, al. 4	OBI		
Art. 118, al. 2	OBI		
Art. 130,			
al. 2 et 3	OBI		
Art. 46a, al. 2	LBI	Taxe de poursuite de la procédure	200.–
Art. 15, al. 2	OBI	Taxe de réintégration en l'état antérieur	500.–
Art. 37, al. 1	OBI	Taxe de rectification de la mention de	
		l'inventeur	100.–
Art. 43a	OBI	Taxe d'établissement d'un document	
		de priorité	
		– pour chaque droit de protection pour lequel	
		un document de priorité est demandé	100.–

Article		Objet	Fr.
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même document faisant l’objet de la même demande	10.–
Art. 63, al. 2	OBI	Taxe pour procédure d’examen accélérée	200.–
Art. 91, al. 1	OBI	Taxe de renseignement	
		– pour chaque demande de brevet ou de certificat, pour chaque brevet ou certificat sur lesquels, dans sa réponse à une demande de renseignement, l’Institut renseigne de son propre chef ou sur enquête	10.–
		– montant minimum	100.–
		– renseignements par téléphone, la minute	2.–
Art. 90, al. 1 et 3	OBI	Taxe de consultation du dossier	
Art. 90, al. 7	OBI	– en cas de consultation par la remise de copies	100.–
			200.–
Art. 95, al. 1	OBI	Taxe de consultation du registre des brevets	
		– pour chaque demande de brevet, pour chaque brevet ou certificat	10.–
		– montant minimum	100.–
Art. 95, al. 2	OBI	Taxe pour un extrait du registre des brevets	
		– pour chaque droit de protection pour lequel un extrait est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même extrait faisant l’objet de la même demande	10.–
Art. 96, al. 3	OBI	Taxe de traitement d’une déclaration de renonciation partielle	500.–
Art. 104, al. 2	OBI	Taxe de modification du dossier ou du registre	
Art. 105, al. 5	OBI		100.–
Art. 106	OBI	– pour chaque demande de brevet, brevet, demande de certificat ou certificat supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 140h	LBI	Taxe de dépôt pour les certificats complémentaires de protection	2500.–
Art. 140h	LBI	Annuités pour les certificats complémentaires de protection de la 1 ^{re} à la 5 ^e année,	
Art. 127b, al. 2	OBI	par année	420.–
Art. 127l	OBI		
Art. 140h, al. 3	LBI	– surtaxe	200.–
Art. 133, al. 2	LBI	Taxe de transmission	100.–
Art. 121, al. 1	OBI		

IV. Taxes perçues en matière de topographies

Article		Objet	Fr.
Art. 14, al. 2	LTo ²³	Taxe de dépôt	450.–
Art. 12, al. 2	OTo ²⁴	Taxe de modification	
		– par topographie	100.–
		– par topographie supplémentaire du même titulaire si la même modification est demandée en même temps	50.–
Art. 16	LTo	Taxe de consultation du registre et du dossier	
		– par topographie	10.–
		– montant minimum	100.–
Art. 16	LTo	Taxe pour les extraits du registre	
Art. 14	OTo	– pour chaque topographie pour laquelle un extrait est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même extrait faisant l'objet de la même demande	10.–
Art. 16	LTo	Taxe de renseignement	
		– par topographie faisant l'objet d'une demande de renseignement	10.–
		– montant minimum	100.–
		– renseignements par téléphone, la minute	2.–

V. Diverses taxes de chancellerie

Objet	Fr.
Envoi par télécopie, par page	
– en Suisse	2.–
– à l'étranger	4.–
– montant minimum	8.–
Attestations (à l'exception des documents de priorité)	30.–
– plus, en cas de légalisation par la Chancellerie fédérale	frais
Copies et demandes particulières au sens de l'art. 2, al. 2, en fonction du temps effectif	
– taxe de base	10.–
– plus, par unité de temps de 5 minutes commencée	15.–
Surtaxe pour les mandats urgents	50.–

²³ RS 231.2

²⁴ RS 231.21

**Règlement
sur les taxes de l'Institut Fédéral
de la Propriété Intellectuelle
(IPI-RT)**

Modification du 13 novembre 2001

Approuvée par le Conseil fédéral le 8 mars 2002

*L'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle
arrête:*

I

L'annexe au règlement du 28 avril 1997 sur les taxes de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle¹ est modifiée comme suit:

I. Taxes perçues en matière de marques

Article		Objet	Fr.
...	OPM ²	Taxe pour travaux administratifs en cas de	50.–
Art. 27		restitution de la taxe de prolongation	
...			

II. Taxes perçues en matière de designs

Article		Objet	Fr.
Art. 17, al. 1	ODes ³	Taxe d'enregistrement	
Art. 19, al. 2	LDes ⁴	– Taxe de base pour la première période de	
Art. 17, al. 2,		protection (1 ^{re} à 5 e années)	
let. a	ODes	– pour un design déposé isolément ou pour	200.–
		le premier design d'un dépôt multiple	
		– pour chaque design supplémentaire d'un	100.–
		dépôt multiple	
		mais au maximum	700.–

¹ RS 232.148

² RS 232.111

³ RS 232.121; RO 2002 1122

⁴ RS 232.12

Article		Objet	Fr.
Art. 17, al. 2, let. b et al. 3	ODes	– Taxe de publication - représentations en noir et blanc (jusqu'à trois représentations) - pour chaque représentation supplémentaire - représentations en couleur (par représentation)	50.– 20.– 50.–
Art. 17, al. 2, let. d et al. 3	ODes	– Taxe d'ajournement de la publication	100.–
Art. 19, al. 4	Ldes	– Taxe de description (par description)	200.–
Art. 16, al. 2, let. c	ODes		
Art. 21, al. 3	ODes	Taxe de prolongation de la protection – pour les deuxième (6 ^e à 10 ^e années), troisième (11 ^e à 15 ^e années), quatrième (16 ^e à 20 ^e années) et cinquième périodes (21 ^e à 25 ^e années), par période de protection: – pour un design déposé isolément ou pour le premier design d'un dépôt multiple – pour chaque design supplémentaire d'un dépôt multiple mais au maximum	200.– 100.– 700.–
Art. 21, al. 3	ODes	– taxe additionnelle en cas de paiement postérieur au délai de protection	200.–
Art. 32, al. 2	ODes	Taxe de modification ou de rectification d'un enregistrement – pour chaque dépôt supplémentaire du même titulaire si la même modification ou rectification est demandée en même temps	100.– 50.–
Art. 31, al. 2	LDes	Taxe de poursuite de la procédure	200.–
Art. 24, al. 4	ODes	Taxe pour la restitution des représentations et des exemplaires de designs	50.–
Art. 13	ODes	Taxe d'établissement d'un document de priorité – pour chaque droit de protection pour lequel un document de priorité est demandé – pour chaque exemplaire supplémentaire du même document faisant l'objet de la même demande	100.– 10.–
Art. 23, al. 5	ODes	Taxe de consultation du dossier et du registre	
Art. 26, al. 3	ODes	– par dépôt – montant minimum	10.– 100.–

Article		Objet	Fr.
Art. 26, al. 3	ODes	Taxe pour les extraits du registre	
		– pour chaque droit de protection pour lequel un extrait est demandé	100.–
		– pour chaque exemplaire supplémentaire du même extrait faisait l’objet de la même de-mande	10.–
Art. 26, al. 3	ODes	Taxe de renseignement	
		– par dépôt	10.–
		– montant minimum	100.–
		– renseignements par téléphone, la minute	2.–

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

13 novembre 2001

Au nom de
l’Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle:

Le directeur, Roland Grossenbacher
Le président du Conseil de l’Institut, Klaus Hug
